

Vendredi 30 avril

Compte-rendu audience rectrice



C'est à l'initiative de la rectrice qu'elle nous reçoit aujourd'hui (les représentants des OS représentées en CTA) afin de faire un point sur la situation sanitaire : nous la remercions d'avoir fait cette démarche.

Avant de répondre à nos questions, elle commence par faire un bilan sur situation actuelle :

- Sur la continuité pédagogique : soucis du 6 avril... L'organisation de l'accueil des enfants prioritaires et de la continuité pédagogique dans les 1er et 2nd degrés, en un temps réduit, a demandé beaucoup d'énergie de la part de tous. Les enseignants étaient prêts. Le Cned a subi des cyberattaques avérées (de Chine et d'Inde...). Les carences ont été largement corrigées pendant les vacances. Quelques ralentissements encore lundi. **Pour les ent, un travail commun avec la région a été accompli pendant les vacances pour augmenter les capacités de connexions (75000 à 110 000 par heure). Pas de souci actuellement (quelques établissements ont encore des problèmes, mais ils sont en cours de résolution).**

- Les tests : une grosse campagne de tests a été engagée par le ministère pour s'assurer que les établissements scolaires restent ouverts. Déploiement des autotests depuis lundi et des tests salivaires. **Nous les déployons en fonction de la circulation du virus. Dès que fermeture de classe, déploiement de tests salivaires dans le 1D pour toute l'école.**

Déploiement des tests salivaires dans les collèges, dans notre académie (en ce qui concerne les tests naso-pharyngés, les gens étaient plus réticents). Espoir que cela soit donc plus suivi. Pour les lycéens, ils seront disponibles à partir du 10 mai : **50 millions d'autotests sont acheminés actuellement dans toute la France.**

- Point sur la vaccination : **l'objectif du gouvernement est un plan de vaccination pour les personnes les plus vulnérables, d'où la chronologie actuelle.** Des créneaux prioritaires existent pour les personnels de l'en de plus de 55 ans. Sur le terrain, manifestement, cela a bénéficié d'un engouement mitigé. **Il n'y a apparemment pas eu non plus de soucis pour que des personnels de l'en se fassent vacciner ailleurs que dans leur centre dédié** (alors qu'on nous a signalé que cela n'était a priori pas possible). Existe-t-il un problème de maillage du territoire ?
- Les examens : le dnvl qui a eu lieu hier avec le ministre et les lycéens leur a permis de faire part de leur mal être, de leur inquiétude sur les examens... De nombreuses propositions ont été faites à Jean-Michel Blanquer: un grand oral en une seule question au lieu de deux, un document en support en géographie, changer le coefficient de certaines épreuves... Elles sont étudiées par le ministère. Rien ne change cependant pour le moment (ils ont été pas mal aménagés, déjà). **Le gd oral demeure, la philo, le français...** Souhait aussi d'accompagner les élèves davantage pour les bts (session de rattrapage proposée début juillet). **Les élèves qui seraient malades seraient en session de rattrapage automatiquement. Ceux qui auraient échoué pourraient être rattrapés par le jury en fonction de leurs notes tout au long de l'année.**

Madame La Rectrice nous laisse ensuite la parole et répond à nos questions :

Est dénoncé le manque d'anticipation ainsi que les problèmes liés aux centres de vaccination et à l'âge, contradictoire avec les propos de la rectrice : il n'y a pas de créneau, actuellement, pour se faire vacciner en Corrèze, par exemple. La vaccination de tous les personnels est demandée. Certains lycées ne sont pas en demi-jauge, alors que ce devrait être le cas. Cela génère une rupture d'égalité.

La proposition de fermeture dès un cas est une bonne chose : espérons que cela demeure...

La question du protocole de déroulé des autotests pour les lycées est irréalisable ! Il est demandé une formation pour les élèves, afin qu'ils puissent le faire chez eux.

Le nouveau protocole parle de capteurs de CO₂ : cela commence à se faire en Haute-Vienne, dans les cantines notamment. Il faut que cela se développe.

Une demande de nouveaux aménagements de l'épreuve du bac français est faite.

Nous demandons aussi que les collègues qui pourraient bénéficier de créneaux de vaccination sur un temps de travail puissent bénéficier facilement d'une ASA, ce qui est le cas. La rectrice confirme que cela ne devrait pas poser de problème si tant est que le besoin de remplacement ne se fait pas à la dernière minute : l'administration ne s'opposera pas à cela, alors qu'est encouragé aujourd'hui la vaccination des personnes les plus vulnérables. Nous expliquons aussi que les effets secondaires qui pourraient obliger un collègue vacciné à s'absenter ne devraient pas générer de jours de carence... mais ce n'est a priori pas possible (le collègue concerné serait donc mis en arrêt de travail classique par son médecin). Nous insistons aussi sur les conséquences de l'obligation de non brassage dans les autres classes des élèves présents sur l'école en l'absence de leur enseignant, non remplacé : manifestement, si aucune autre solution n'est possible, il faudra hélas répartir les « quelques » élèves pour lesquels les parents n'auront pas pu faire autrement (un courrier de l'IA-Dasen adjoint qui vient tout juste d'être envoyé aux enseignants du 87 le confirme en effet).

Réponses aux questions :

Madame la Rectrice nous signale d'abord être heureuse d'avoir l'occasion de répondre à nos questionnements intéressants. Elle commence par souligner que la crise sanitaire inédite est « contradictoire avec le terme même d'anticipation ».

Elle rappelle que l'accueil des enfants prioritaires s'est très bien passé pendant les vacances et a bénéficié d'un important engouement de la part des personnels accueillant. Il y a clairement eu plus de propositions que de besoins.

Pour ce qui est d'étendre la vaccination : aujourd'hui, ce n'est pas la ligne directrice du gouvernement... **Les personnels de plus de 50 ans en contact avec des élèves de maternelle, entre autre, ne devraient a priori pas tarder à devenir prioritaires : pas encore de date précise...**

En Corrèze, plusieurs centres peuvent accueillir les personnels : il n'y a pas de centre dédié exclusif. Ce sont les vaccins **Moderna et Pfizer** qui y sont proposés. Une ligne téléphonique dédiée, plus fluide que doctolib, permettrait aussi de prendre rendez-vous pour ceux qui auraient encore des difficultés.

La demi-jauge s'évalue en fonction de l'établissement, pas des classes. Tous les lycées revenus en 100% présentiel doivent remonter leurs propositions de réorganisation à la cellule du rectorat qui valide ou non...

La problématique liée aux autorisations parentales parfois longues à obtenir n'est a priori plus d'actualité puisqu'une autorisation type sera maintenant demandée une bonne fois pour toutes (le doc a été envoyé aux établissements hier).

Les labos ont été sollicités par le ministère, afin qu'il y ait plus de personnels dédiés aux tests.

Il n'est pas prévu pour le moment que les lycées s'administrent eux mêmes les autotests. Il faut d'abord voir comment cela se passe dans les lycées. On pourrait aussi, si cela se passe bien, les déployer dans les collèges (salivaires actuellement). C'est en réflexion.

Pour ce qui est des capteurs de co2 : le rectorat est actuellement en discussion avec les collectivités.

Contrairement à ce qui a été suggéré, les lycéens sont bien préparés pour le grand oral, pas de façon optimale, mais **ils sont préparés : on ne peut pas dire le contraire !**

La logique des panels de tests est abandonnée.

Madame la Rectrice propose, si cela nous convient, de refaire un point similaire sur la situation dans quelques temps, ce que tous approuvent. Nous la remercions pour la qualité des échanges.

Vos représentants pour Unsa-Éducation :

Boris Duniau, Laurent Lachaise et Laurence Robby-Ménardi